



Une conférence sociale bien mal engagée !

Alors que la situation économique, sociale et environnementale exige un haut niveau d'écoute des attentes et propositions des organisations syndicales, le gouvernement ne semble pas décidé à répondre à la hauteur de la gravité de la situation tant sur le plan de l'emploi que du pouvoir d'achat et de la protection sociale. Ainsi dans la fonction publique, les agents publics attendent toujours l'annonce de la fin du gel du point d'indice : il n'en est rien ! Au contraire, les dernières déclarations du chef de l'Etat indiquent une poursuite de la politique d'austérité.

Le discours d'ouverture du Président de la République ressemblait plus à un discours de clôture qu'à une invitation au débat et à la présentation de propositions.

Depuis 2 ans si les conférences sociales ont débouché sur plusieurs réformes ou mesures, les effets pour les salariés, les jeunes, les chômeurs et les retraités en matière d'emploi, d'amélioration du pouvoir d'achat, de protection sociale ou encore de développement des services publics ne vont pas pour l'essentiel dans le bon sens.

Aujourd'hui, un désaccord subsiste sur le pacte de responsabilité qui implique d'énormes contraintes budgétaires ne permettant pas d'assurer tous les investissements nécessaires en particulier pour conforter l'action publique et les services publics.

La FSU a interpellé le gouvernement lors des tables rondes aussi bien sur la méthode de dialogue social que sur les sujets posés : préparation de la rencontre annoncée avec l'ensemble des partenaires sociaux sur la méthode et les attendus réciproques en matière de dialogue social, mesures spécifiques pour l'emploi et la formation des jeunes, des seniors et des décrocheurs, rôle du système éducatif pour une meilleure insertion professionnelle des jeunes, développement des services publics et de la fonction publique, amélioration des conditions de travail et des salaires des agents de la fonction publique...

Mais trop d'interrogations demeurent quant aux réelles intentions du gouvernement notamment en ce qui concerne l'apprentissage, l'action publique sur l'ensemble du territoire...

La FSU constate qu'une fois encore à la conférence sociale, il n'est pas question de placer au cœur des questions d'actualité, les services publics et la fonction publique. Ils ne sont toujours pas placés comme un atout pour la nécessaire relance de notre pays.

La FSU n'accepte pas ce jeu de rôle qui ne permet ni de répondre aux enjeux posés par la gravité de la situation, ni de préparer l'avenir.

C'est pourquoi elle a décidé de quitter la conférence sociale avant son terme. Celle-ci aurait dû marquer un tournant décisif et le gouvernement aurait dû prendre en compte le mécontentement et les attentes des représentants des salariés.

La FSU attend maintenant que le gouvernement prenne des mesures concrètes pour sortir de cette situation et qu'il rétablisse les conditions d'un dialogue social de qualité et de respect mutuel des différents acteurs afin de mener les réformes dont le pays a besoin : des réformes pour davantage de justice sociale, d'égalité entre les citoyens et les territoires, et de progrès social pour toutes et tous.

La FSU juge nécessaire un rendez-vous intersyndical rapide, dans l'unité la plus large, pour faire face à la situation économique, sociale et environnementale.